

COMMENT LA DEMOGRAPHIE VINT AUX JEUNES GENS

LA DEMOGRAPHIE A L'ECOLE DANS L'ENTRE DEUX GUERRES. L'ACTION DES MILIEUX NATALISTES

VIRGINIE DE LUCA

Maître de conférences en Démographie
Laboratoire Printemps
Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines

Le texte présenté reprend en partie celui publié dans la revue *Population*. Sa référence est :
De Luca V., « Reconquérir la France à l'idée familiale : la propagande nataliste et familiale à l'école et dans les casernes (1920-1940) », *Population-F*, 60(1-2), 2005, 13-38.

L'article 142 du décret-loi du 29 juillet 1939 connu sous le nom de Code de la famille promulgué par le Haut comité de la Population créé la même année prescrit l'enseignement des questions de population à l'école. Il stipule que « *l'enseignement des problèmes démographiques sous leur aspect statistique et dans leurs rapports avec les questions morales et familiales est obligatoire pour tous les maîtres et pour tous les élèves à tous les degrés de l'enseignement et dans tous les établissements scolaires publics et privés* ». Le Haut comité de la population a une existence éphémère, supprimé par le gouvernement de Vichy. Mais l'élan est donné. Dès 1941, sous l'égide du secrétariat d'Etat à la Famille et à la Santé, brochures et manuels se multiplient. Or si le Code de la famille a fait l'objet de travaux récents (Chauvière, 1992 ; Chauvière, Bussat, 2000 ; Rosental, 2003), sur ce point particulier de « l'enseignement des problèmes démographiques », ils ne font que mentionner sa mise en place sans s'étendre sur son origine. Mon propos vise à faire une généalogie de l'introduction des questions de population à l'école et à comprendre pourquoi c'est le double aspect statistique et moral qui a été retenu. Les propos qui suivent visent à répondre à ces questions : quels mouvements ont porté cette idée, sous quelles influences ? comment l'ont-ils portée ? quelles tensions ont été rencontrées ?

Le dépouillement d'archives et sources imprimées a montré la situation de monopole que s'est créée une association autour d'un enseignement qualifié de « nataliste et familial » et qui met en lien statistiques et morale familiale autour de questions générales devenues celles de la démographie : l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française. L'examen des modalités d'application de cet enseignement que ce groupe de natalistes défend et son développement montrent qu'il a permis l'introduction des questions de population mais aussi des techniques et des outils de l'analyse démographique à l'école. Ses militants ont ainsi concouru à la mise en place d'une première « *alphabétisation à la démographie* » pour reprendre l'expression de Léon Gani (Gani, 1993). Car c'est bien par cette voie militante que la démographie est entrée à l'école, dans les casernes et plus largement auprès d'un public de non spécialistes ; si bien qu'à la fin des années 1940, les résultats d'un sondage montrent que la plupart des individus interrogés sont en mesure d'émettre une opinion sur la population française et d'évoquer certaines caractéristiques démographiques (Brésard, 1948, Cibois, 1982). Pourtant à examiner attentivement le projet des natalistes, leur objectif est d'*induire*

des comportements, *éduquer* les individus plutôt qu'*initier* à la démographie et aux questions de population.

Cet enseignement est un outil au service de l'idéologie nataliste. Il s'agit de convaincre les enfants, les jeunes gens d'adopter un parcours personnel en adéquation avec les exigences démographiques et morales de la Nation : se marier, avoir des enfants, plusieurs. En un mot incarner le modèle défendu par les natalistes. L'objectif de cet enseignement ne vise pas à présenter les outils d'une démarche intellectuelle, à introduire une nouvelle discipline à l'école mais à *infiltrer* toutes les autres pour permettre le rappel incessant de la cause défendue. Mais par cet intermédiaire toutefois, des outils spécifiques de ce qu'est devenue la démographie (pyramide des âges) et des questionnements qui lui sont propres (répartition par âge et par sexe, renouvellement des générations) s'imposeront (Baccaïni, Gani, 2002).

Mon propos s'articule donc autour de cette propagande mise en place par une association. Ce terme est employé par les militants lorsqu'ils évoquent leur campagne d'éducation. Lorsque nous l'employons c'est en référence à l'ensemble des procédures utilisées pour influencer et contrôler les opinions ou l'action d'individus à des fins idéologiques. [Les travaux sur les propagandes orchestrées au XXe siècle sont nombreux qui permettent de mettre en évidence ses présupposés, ses impératifs et ses enjeux. Ils montrent aussi qu'une multiplicité des modes d'action propagandiste peut coexister \(Ellul, 1990\). Et si cette propagande n'est pas une émanation de l'Etat comme ont pu l'être celles mises en place par les régimes totalitaires par exemple, elle l'alimente, elle lui fournit des cadres d'analyse, des justificatifs à l'action menée et des buts à atteindre. Car les militants natalistes se montrent d'une redoutable efficacité.](#)

I – QUELS ACTEURS ?

Depuis le début des années 1890, la population française, son présent et son avenir sont l'objet de débats passionnés et la « dépopulation » est discutée dans les cercles de spécialistes mais aussi par des hommes politiques, par certains milieux professionnels (Rollet, 1990, De Luca, 2002). L'association créée en 1896 par le docteur Jacques Bertillon, l'*Alliance nationale pour l'accroissement de la population française*, attise sans cesse ce débat où la dépopulation est examinée du double point de vue démographique et moral. En effet, la réduction de la taille des familles est mise en relation avec la « démoralisation » de la société. L'objectif premiers des administrateurs de l'*Alliance* est principalement d'obtenir la mise en place de mesures législatives qui favorisent les familles nombreuses à des fins incitatives. Aussi multiplient-ils conférences et distributions des tracts ; ils interpellent les députés, rencontrent les ministres pour les convaincre de mettre en place une véritable politique en faveur du redressement de la natalité (Thébaud, 1985). Ces efforts soutenus avant la Grande Guerre se poursuivent après le conflit alors qu'on remarque l'arrivée sur le terrain de la défense des valeurs de la famille et de la natalité d'autres militants, les pères de familles nombreuses réunis en association, les « familiaux ». Grâce à leurs actions conjuguées, la défense de ces valeurs est encore plus marquée dans l'entre-deux-guerres et mobilise des hommes jusque dans des départements reculés, grâce à des associations relais. La réunion des deux milieux est pour ainsi dire officialisée par leur présence dans les mêmes tribunes, notamment dans les congrès annuels de la Natalité et au sein du Conseil supérieur de la natalité créé le 27 janvier 1920. Mais l'*Alliance* prendra la tête de ce mouvement. Ces deux termes « nataliste et familial », fréquemment associés, systématiquement même lorsqu'il s'agit de l'enseignement, montrent que l'association donne à voir à ses interlocuteurs qu'elle est le chef de file du mouvement. Son ancienneté, son influence surtout expliquent cette

position de choix : proche des milieux politiques grâce à des parlementaires qui soutiennent sa cause, elle a déjà une forte expérience de l'information ciblée et massive par l'intermédiaire de tracts qu'elle diffuse. Ainsi, au début des années 1920, les familiaux vont-ils s'appuyer sur les natalistes pour défendre auprès des autorités compétentes un enseignement « nataliste et familial »¹.

Mais toute action de propagande qui nécessite persévérance, durabilité et répétition pour être efficace doit être organisée et suppose la permanence d'individus mobilisés. Au sein de l'*Alliance*, ce sont incontestablement deux hommes, Fernand Boverat et Paul Haury, qui font figures de chefs d'orchestre. Le premier, militant infatigable, diplômé de l'École supérieure de Commerce de Paris, père de quatre enfants, abandonne les affaires pour se consacrer à la défense de la cause nataliste. Remarqué par Jacques Bertillon, il sera l'homme clé de l'association en qualité de secrétaire général à partir de 1913 jusqu'en décembre 1937 date à laquelle il est nommé à sa présidence jusqu'en août 1940. Membre du Conseil supérieur de la natalité, il en assure la vice-présidence en 1931. Boverat rédige la plupart de tracts de l'association, c'est un rapporteur omniprésent au congrès de la natalité et même sur la scène internationale avec le comité international *Pour la Vie et la Famille* où il intervient sur tous les thèmes (De Luca, 2004). L'autre acteur de la propagande Paul Haury, vice-président de l'association, est plus spécialisé. Professeur de classes préparatoires au lycée Concorcet, il se fait remarquer en 1923 en remportant le concours organisé par l'industriel André Michelin, membre de l'*Alliance*, avec son manifeste *La Vie ou la mort de la France*. Il concentre son action sur l'opportune éducation nataliste et familiale mais rédige de nombreux articles dans la revue. Il anime parfois avec Bernard le Gouis, membre de la Ligue française pour le relèvement de la moralité publique, la commission protestante des congrès de la natalité. Vichy constitue pour lui un véritable tremplin : il est nommé directeur de cabinet au Secrétariat de la Famille et de la santé. Les deux hommes vont œuvrer de concert.

II – QUELLE PROPAGANDE ?

La politique de la natalité que l'*Alliance* entend contribuer à mettre en place suppose l'existence d'un « climat familial ». Nous avons retrouvé ces derniers termes dans maintes publications éditées par l'association mais aussi dans d'autres revues ou programmes de familiaux tels *Pour la Vie* ou *La Plus Grande Famille* ou des associations plus obscures telle *La France de demain. Foyer national d'encouragement à la repopulation française* (1932) dont l'action consiste à « éveiller la sympathie générale autour des familles nombreuses » et à créer « une ambiance favorable » (AN F 60 607). L'*Alliance* n'a donc pas le monopole de l'idée de « climat » à instaurer, celle-ci semble commune aux mouvements familiaux de l'entre-deux-guerres (Lenoir, 2003). Cependant, plus qu'aucune autre, elle va investir en temps, en argent et en mobilisation de personnel pour proposer des moyens d'obtenir une adhésion incontestée et qui ne souffre pas d'opposition à l'idée nataliste et familiale. Car si la mise en place d'un programme d'éducation répond aux objectifs de l'*Alliance*, elle lui permet d'asseoir sa position dans le champ familial dans ce domaine qui touche à la moralisation de la société alors que les familiaux lui reprochent d'axer son action sur les questions législatives laissant de côté celles morales. Car l'idée forte qui se cache derrière ce « climat » à mettre en place par l'intermédiaire de l'éducation c'est que la natalité est en lien avec les questions de morale. L'action vise alors à vaincre des attitudes individualistes et à provoquer des comportements féconds conformes à la morale (De Luca, 2005). Cette propagande peut donc

¹ Lorsqu'en 1920 est créée la fédération des associations de familles nombreuses, ses représentants nomment le fondateur de l'*Alliance* Jacques Bertillon (père d'une seule fille pourtant) membre d'honneur (Talmy, 1962).

aussi être lue comme la tentative d'une association de se positionner sur un terrain d'action sur laquelle elle se sent menacée : la moralisation de la société. L'existence de ces stratégies d'actions établies examinons les circonstances de la mise en place de l'éducation nataliste et familiale à l'école et les échos qu'elle a pu trouver.

III – LA DECENNIE 1920 : L'ALLIANCE A L'ECOLE

On peut dater de 1920 le début d'une action systématique en faveur du développement de cet enseignement à l'école². Cette année, Fernand Boverat propose au ministre de l'Instruction publique une refonte des programmes d'enseignement qui ferait intervenir à tous les niveaux de la scolarité les questions de population. S'appuyant sur le bilan démographique de la guerre, les principaux représentants de ligues de familles nombreuses, tel Auguste Isaac évoquent la nécessité d'un programme d'éducation. Immédiatement, l'*Alliance* mobilise son réseau pour prendre la direction de cette affaire. La présence d'André Honnorat, membre de l'*Alliance* à la tête du ministère de l'Instruction publique explique aussi ces premières démarches.

Que suggère l'*Alliance* ? Pour les élèves des écoles primaires, elle propose d'intégrer au programme du certificat d'études des questions sur la démographie de la France qui montrent la dépopulation et d'apposer sur les murs des écoles des affiches. Pour l'enseignement secondaire, elle suggère d'ajouter aux programmes une leçon sur la natalité et la mortalité comparée de la France et des autres puissances européennes. Ces notions devraient apparaître aussi bien en Histoire, en Géographie qu'en Philosophie et Mathématiques et figurer aux examens du baccalauréat. Pour les jeunes filles, une dizaine de leçons de puériculture suffiraient à les intéresser aux enfants. Mais il semble que l'*Alliance* se soit manifestée un peu tardivement, les archives sont muettes sur le transfert éventuellement de ce projet de 1920 au Conseil supérieur de l'Instruction publique qui examine la refonte des programmes déjà largement engagée (F 17 13658 et 13670).

Un fait va inciter les militants à redoubler leurs efforts. C'est, en 1923, la réussite de l'action menée par les milieux hygiénistes pour l'introduction de la puériculture à l'école (Rollet, 2001). Le 22 juin 1923, l'arrêté qui introduit un programme d'enseignement ménager et de *puériculture* précise que « suite à une entente entre le ministère de l'Hygiène et le ministre de l'Instruction publique, une circulaire commune aux deux ministères a donné les raisons qui militent en faveur de la nécessité de l'enseignement de la puériculture, destiné à favoriser dans l'avenir l'accroissement de la natalité et à sauvegarder dès maintenant l'existence des tout petits » (AN F 17 13668). Aussi l'*Alliance*, forte de la réussite de milieux proches, présente au ministre de l'Instruction publique un projet, plus mûr, qui vise une éducation à certaines questions de population plutôt qu'une instruction systématique de tous les faits de population. Par exemple, l'importance des facteurs démographiques peut être mise en relief à plusieurs niveaux. En Histoire, les enseignants pourraient faire étudier à propos un texte de Polybe qui « montre la Grèce à la merci des envahisseurs parce qu'elle n'a pas voulu d'enfants ». En Géographie, une leçon sur la population devra montrer « que le taux de natalité et de mortalité sont inversement proportionnels au degré de civilisation ». Ce projet est transmis au Conseil supérieur de l'Instruction publique avec la note suivante « il faut attirer l'attention des professeurs sur la nécessité de faire comprendre à leurs élèves les services rendus par les familles nombreuses du Pays, les compensations morales et matérielles que ces familles elles-mêmes trouvent aux sacrifices qu'elles s'imposent, et la nécessité absolue de relever la natalité française »³ (AN F 17 13949).

² Nous n'examinerons pas ici le cas particulier de l'Université ni celui de l'enseignement privé. Dans ce dernier cas, les questions de morale familiale sont réputés être présentes dans les cours et la famille nombreuse y serait valorisée. L'*Alliance* n'a pas œuvré dans ce milieu bien qu'elle ait parfois envoyé des tracts à des enseignants du privé.

³ La note n'est pas signée.

L'observateur contemporain voit dans ces propositions que c'est bien un enseignement *nataliste* et *familial* qu'il s'agit d'introduire plus qu'un enseignement de la *démographie*, de ses questionnements spécifiques et de ses techniques au sens où elle est entendue aujourd'hui et enseignée (Baccaïni, Gani, 2002). Mais les militants de l'entre-deux-guerres confondent les termes faisant de la démographie une boîte à outils aux services exclusifs de leurs idées, mêlant des faits fondés sur des statistiques et des interprétations idéologiques. Et ce sont les idées plus que les outils qu'ils cherchent à introduire auprès des écoliers pour induire leurs comportements. Dans les sphères politiques aussi, sous l'influence de la propagande active menée dans ces milieux par l'*Alliance*, le terme de démographie est inextricablement lié à la natalité et à la défense de la famille. Cette confusion dépasse donc largement la sphère des militants du fait même de leur intense activité et de leurs réseaux. En 1924, le propos du ministre de l'Instruction publique devant la chambre des députés en témoigne. Il déclare soutenir « *non pas l'enseignement, le mot est un peu trop gros, mais l'initiation des enfants, à ce que d'un terme un peu barbare, nous appelons la démographie. Il est utile en effet de persuader les futurs citoyens que la reprise de la natalité est un des plus sûrs moyens de garantir le pays contre le retour des guerres. Tout ce qui est susceptible de développer chez l'enfant le goût et l'amour de la famille doit être mis au premier rang de nos préoccupations pédagogiques* » (*Alliance*, décembre, 1924).

Il s'agit finalement d'introduire à tous les niveaux, dans chaque discipline une réflexion sur la place de la démographie dans l'évolution des civilisations et de mettre en place un enseignement transversal pour créer un « climat ». Aussi, le Conseil supérieur de l'Instruction publique s'est peu prononcé sur la question, d'autant qu'il est confronté au problème de réduction des volumes horaires et d'introduction des langues étrangères qui mobilisent la plupart de ses séances de travail (AN F17 13949 à 13950). En 1924 et 1925, il se contente d'entériner les propositions du ministre. Dans les écoles normales, en première année, au cours des leçons de morale, la vie familiale et ses devoirs sont étudiés (fonction de la famille dans l'ordre social, son fondement moral, l'esprit et les vertus de famille) et en deuxième année, ce sont les diverses formes de la famille et « *comment elle a perdu certaines de ces fonctions primitives* » qui sont présentées (F 17 13668). Dans les établissements publics destinés aux filles sont mis en place en classe de troisième dans le cours de morale des leçons sur la famille (notamment son rôle social et moral, le respect de la famille, l'esprit de famille). C'est donc par « saupoudrage » que l'idée familiale chargée d'idéologie nataliste est introduite à l'école.

LES OUTILS EDUCATIFS AU SERVICE DE LA PROPAGANDE

A partir de 1922, timidement, les questions de population apparaissent dans quelques manuels scolaires témoignant de l'écho que trouvent les natalistes dans certains milieux enseignants sans qu'à ce moment-là des directives ministérielles aient été données en ce sens. Les premiers, Albert Malet et Jules Isaac les évoquent dans un *Abrégé d'histoire* destiné aux élèves des écoles primaires supérieures, dans un chapitre consacré aux fléaux sociaux (1922). Dans ses *Leçons de morale* destinées aux mêmes élèves, Charles Ab der Halden, inspecteur primaire de la Seine, consacre plusieurs chapitres à la famille, expose ce qu'est une « famille normale » selon l'expression de Jacques Bertillon (c'est-à-dire de trois enfants au moins) et les avantages d'une famille nombreuse (1922).

En 1927 paraît le livre de Paul Haury, *Pour que vive la France*, rédigé à la demande de l'*Alliance* qui s'adresse à l'enseignant militant. Son auteur propose un programme nataliste et familial dans une brochure qui « *ne vise pas à être autre chose qu'un instrument de travail,*

le « livre du maître » en la matière » (IXe Congrès de la Natalité, Toulouse, 1927). Tout le projet est là.

La brochure, préfacée par le directeur de l'enseignement secondaire, Vial, qui montre que l'attention a bel et bien été retenue dans les instances de tutelle, reprend et développe les différents exemples proposés plus tôt au ministre. La première partie intitulée « Autrefois » est destinée aux professeurs d'Histoire et de Lettres. L'auteur tente de démontrer l'influence exercée par l'évolution de la population sur la grandeur et la décadence des nations depuis l'antiquité. Dans la partie Géographie, les indices de tendance à l'accroissement de diverses nations contemporaines résument leur situation démographique. Enfin la partie « Philosophie et Morale » reprend les principaux objectifs du mouvement familialiste : nécessité de la famille nombreuse, honneurs qui lui sont dus. L'inspecteur d'Académie, Georges Rossignol préface les Annexes pédagogiques du livre. C'est un militant de la première heure : auteur sous le pseudonyme R. Debury du livre remarqué *Un pays de célibataires et de fils uniques* (1896), membre de la seconde commission de la dépopulation en 1912, rédacteur du journal *Pour la Vie*, membre du Conseil supérieur de la Natalité. Il donne des modèles d'exercices. Par exemple, les instituteurs pourront faire copier des phrases telle que « *la dépopulation c'est le suicide des races, c'est la mort d'un pays* ». Les enfants pourront calculer « *La France a 40 millions d'habitants, l'Allemagne 63. Combien l'Allemagne compte-t-elle d'habitants de plus que la France ?* ». Rossignol déclare :

« Assurément il est superflu de faire à de jeunes écoliers un docte cours de démographie ; mais il est possible tout en éveillant chez eux pour plus tard le goût de la vie de famille, d'attirer particulièrement et de façon concrète leur attention sur certaines données démographiques, nécessaires à l'intelligence des faits historiques, géographiques ou sociaux. Ils retiennent volontiers les dates historiques : pourquoi en leur facilitant par des procédés simples le moyen de les retenir ne fixerait-on pas dans leur mémoire les données démographiques les plus intéressantes ? » (Annexes pédagogiques de *Pour que la France Vive*, 1927)

C'est par la voie des exercices, des travaux pratiques que les outils de la démographie dans ce qu'ils ont de plus rudimentaires (indicateurs de caractéristiques, d'évolution, de répartition) entrent à l'école. Au-delà de la seule action des natalistes, c'est aussi parce que la population peut être approchée par des indices extrêmement simples qu'elle a voie d'accès à l'école à différents niveaux scolaires.

Le premier tirage de *Pour que Vive la France* s'élève à 65.000 exemplaires. L'*Alliance* envoie gratuitement la brochure à toutes les autorités universitaires, aux professeurs des lycées et collèges de garçons et ceux des lycées et cours secondaires de filles ainsi qu'aux instituteurs, institutrices des chefs-lieux de département et à tous les instituteurs de quinze départements. Les envois sont méthodiques. L'éducation nataliste et familiale est donc supportée par une propagande active qui en fournit les matériaux et contribue à leur diffusion.

Celle de cette brochure est une réussite. Les journaux comme *Le Figaro*, *L'Echo de Paris*, *la Croix* l'accueillent favorablement ; *Le Temps* lui consacre une première page. Surtout en février 1927, le ministre de l'Instruction publique signale la brochure par circulaire aux recteurs et leur demande d'examiner les moyens d'en assurer la diffusion parmi le personnel enseignant. Cette circulaire contribue à assurer le succès de la brochure auprès des instituteurs. Car aussitôt, stimulés par leur hiérarchie, certains la réclament. Mais l'association qui a déjà beaucoup investi dans cette entreprise manque de moyens pour faire imprimer de nouveaux exemplaires. Une souscription est alors ouverte. Les chambres de Commerce, déjà très impliquées dans l'organisation des congrès de la Natalité, sont parmi les premiers souscripteurs. La brochure qui se présente désormais sous la forme d'un livre est alors tirée à

20.000 exemplaires. En mai 1927, grâce au ministre de l'Instruction publique, la commission de répartition du produit des jeux accorde à l'*Alliance* une subvention de 100.000 francs pour lui permettre d'accroître la diffusion du livre parmi le personnel enseignant. Il est une nouvelle fois tiré à 48.000 exemplaires. Ainsi en quatre mois, 133.000 exemplaires du livre sont diffusés dont la plupart (125.000) parmi le personnel enseignant. D'autres tirages porteront à la fin de l'année 1927, le nombre total d'exemplaires à 150.000.

Le livre n'est pas le seul support de cette propagande à l'école. En 1926, l'*Alliance* fait éditer une affiche destinée « à attirer l'attention des écoliers et des collégiens sur le péril de la dénatalité et l'utilité de la famille pour l'individu et la société » (*Alliance*, juillet 1926). Elle est composée d'un ensemble de vignettes juxtaposées et illustrées de courts textes de Fernand Boverat et de quelques chiffres. La vignette centrale représente l'intérieur du foyer d'une famille nombreuse : la mère s'affaire à sa table de cuisine, ses enfants jouent près d'elle tandis que son époux et le fils aîné franchissent la porte de la maison après leur journée de travail comme le laissent supposer leurs blouses. L'affiche en quatre couleurs est tirée à 35.000 exemplaires. En novembre 1926, le ministre de l'Instruction publique, Nogaro, donne l'autorisation aux proviseurs et directeurs de l'apposer dans leurs établissements. Nogaro, il est vrai, est un des administrateurs de l'*Alliance*... En 1931, une nouvelle carte est éditée où la population des différents pays en 1931 et en 1906 est indiquée par des personnages de taille différente. Tirée à 60.000 exemplaires, sa diffusion est semblée particulièrement bien réussie dans la presse : plus d'une cinquantaine de quotidiens ou hebdomadaires l'aurait reproduite. Pour répondre aux nombreuses demandes qui lui sont faites, l'*Alliance* fait reproduire 50.000 exemplaires pour les journaux de province et les établissements scolaires.

Quels bilans peut-on tirer de cette action en faveur de l'introduction des problématiques natalistes et familialistes à l'école et comment par cet intermédiaire la démographie des militants est-elle entrée à l'école ?

QUELLE DEMOGRAPHIE A L'ECOLE ?

Fort du soutien des ministres de l'Instruction publique, l'*Alliance* semble avoir réussi son pari. A tous les niveaux d'études, la démographie telle qu'elle l'entend peut être introduite. C'est ce que montrent les rapports sur « l'enseignement démographique » que les recteurs adressent à sa demande au ministre et qui s'appuient sur ceux des inspecteurs de leur académie. En effet, dans une directive du 11 mars 1929 concernant l'enseignement primaire, le ministre Pierre Marraud s'adresse aux recteurs : « *L'Alliance nationale m'a signalé l'intérêt qu'il y aurait à ce que l'attention des divers ordres de l'enseignement fut attirée sur l'importance des questions démographiques à l'heure actuelle et notamment sur les dangers que présente, au point de vue de la défense nationale et de l'influence extérieure la baisse progressive de la natalité. Je ne verrais que des avantages à ce qu'il fut donné suite à ce vœu* ». Une note du directeur de l'enseignement primaire est jointe à la directive qui rappelle les derniers chiffres de l'évolution de la population française : « *L'effort qui s'impose à nous est de porter notre population à la hauteur des besoins du Pays. Il doit se poursuivre sur deux plans parallèles : dans la vie matérielle, en améliorant les institutions et les conditions de vie ; dans l'ordre de l'esprit, en faisant avec toujours plus de soin l'éducation des volontés [...]. Il appartient à l'école d'éclairer les esprits et de former les volontés [...]; elle doit orienter les jeunes esprits vers la fondation d'une famille, en leur apprenant que c'est là la condition essentielle du bonheur individuel* » (F 17 13 950).

Les autorités de tutelle agréent donc pleinement l'idée de climat à instaurer grâce à la pression permanente exercée par l'ensemble des propagandes mises en place par l'*Alliance*. Les synthèses fournies par les recteurs montrent très précisément comment ce « climat » a été

mis en place. Le pari n'était pourtant pas gagné d'avance car il fallait compter sur le soutien des enseignants. Selon les militants, s'il n'existe pas une opposition systématique des enseignants à l'égard des questions de population « *il faut reconnaître que les tendances d'une partie d'entre eux ne sont pas précisément favorables au relèvement de la natalité. L'une des raisons en est cette exagération de l'esprit critique [...] : percer à jour et dénoncer partout le « bourrage de crânes » est, surtout depuis la guerre, l'exercice favori de quiconque se pique peu ou prou de spiritualité* ». En outre, « *le bolchevisme leur prêche ouvertement la famille restreinte en attribuant la misère des familles nombreuses et notre propre action à l'égoïsme exploiteur des « capitalistes »*. Paul Hauray estime à un neuvième le nombre d'instituteurs (soit 15.000) qui adhèrent aux thèses communistes et en imprègnent leur enseignement. « *Des centaines de milliers d'enfants sont intoxiqués chaque année, contaminés peut être par certains exemples* » (*Alliance*, novembre 1925). Mais, les militants craignent davantage encore leur mode de vie car « *l'immense majorité du corps enseignant – comme d'ailleurs l'immense majorité des fonctionnaires a peu, très peu d'enfants* ». En effet, une enquête portant sur 5.212 fonctionnaires de l'enseignement dans le département du Nord – pourtant parmi les plus féconds – montre que 36% sont célibataires, 16.5% sont mariés sans enfants, 25% ont un enfant, 15% avec deux. Les familles dites normales sont peu nombreuses : 5.5% seulement de cet échantillon a trois enfants ou plus (*Alliance*, novembre 1926). Aussi les administrateurs de l'*Alliance* ont-ils conscience d'être dans une situation paradoxale, obligés de s'appuyer pour leur propagande sur un corps d'enseignants dont plus de la moitié n'a pas d'enfants !

Les rapports des recteurs transmis à l'*Alliance* sont en partie publiés dans la revue. Ils sont à manipuler avec précaution⁴ : en les citant, il s'agit de donner à voir aux lecteurs, notamment ceux qui représentent le mouvement familial, l'efficacité de son action. Les extraits choisis sont exemplaires. Mais confrontés, ces exemples donnent une idée de la manière dont certains instituteurs s'y sont pris pour instaurer ce climat familial que sollicitait leur ministre ; ils montrent quels outils ont été présentés, avec quel support et enfin quelles sources ont été utilisées.

Il semble que l'encadrement enseignant a impulsé cette dynamique, même si quelques rapports suggèrent l'indifférence de quelques-uns à l'égard de la question démographique. Il y a bien eu, de la part des directeurs d'établissement notamment, des manifestations d'opposition voire d'hostilité. Ainsi une directrice d'école explique à l'inspecteur qui l'interroge sur son action qu'elle n'est « *ni bien placée, ni compétente pour étudier cette question* » (*Alliance*, décembre 1929). Ailleurs, il y a mobilisation autour de cet enseignement à introduire. Un inspecteur propose des conférences pédagogiques destinées aux enseignants autour de questions telles que « *la richesse, la puissance et l'influence civilisatrice d'une race, d'un pays ne sont-elles pas le plus souvent en fonction de sa population ?* ». Un inspecteur invite les instituteurs à faire comparer la courbe de la natalité française avec celle d'un pays voisin. Un autre prend en compte la charge de famille dans ses propositions de promotions et de récompenses des instituteurs ! Une partie de la hiérarchie a donc donné l'exemple ou a dit essayer de le donner. A propos d'autres inspecteurs, ceux de l'Assistance publique, nous avons montré qu'ils se sont aussi investis dans le débat sur la dépopulation et qu'il fallait voir dans leurs actions un élément de cohésion du groupe, constitutif d'une professionnalisation en cours (De Luca, 2002). Dans la mesure où le ministère de tutelle est sensible aux discours et aux actions ayant une portée nataliste, les fonctionnaires avaient tout intérêt à se montrer zélés en ce domaine ; leur promotion en dépendait. Notre hypothèse est que la situation est

⁴ Les cartons du ministère de l'instruction publique consultés aux archives nationales ne contiennent aucun de ces documents.

semblable pour les inspecteurs d'académie mais elle mériterait d'être vérifiée par une analyse prosopographique.

Dans les classes, comment la démographie a été introduite ? Dans celles où l'enseignant est sensible à la question, des tableaux statistiques simplifiés sont affichés sur les murs, parfois ils sont recopiés et appris par les élèves. En Haute-Loire, dans le Puy De Dôme, les affiches et les cartes postales de l'*Alliance* couvrent les murs de certaines écoles. A Rochefort, les élèves composent une rédaction ainsi libellée : « *montrer que l'avenir d'un pays dépend du nombre de ses berceaux* » (*Alliance*, novembre 1929). Dans les lycées, les modalités d'introduction des questions de population ont été sensiblement différentes dans les classes de garçons et de filles. Pour les premiers, cet enseignement est incorporé aux matières déjà existantes. Les cours d'Histoire, de Géographie et de Philosophie donnent lieu à des discussions sur la natalité. Ainsi, dans une école primaire supérieure, dans son cours de Géographie régionale, un professeur tente-t-il de démontrer que la vocation économique d'une région peut être déterminée par sa population et prend pour exemple l'Alsace dont l'activité économique est stimulée par une main d'œuvre importante (*Alliance*, novembre 1929). Dans les exemples publiés dans la revue, on ne note pas d'innovation en matière d'enseignement proposé : les instituteurs se sont contentés de suivre les propositions de l'*Alliance* relayé par leur ministère de tutelle : rédaction sur le thème de la population, lecture de tableaux, construction de graphiques simples.

Les rapports des recteurs montrent en outre quels sont les documents exploités par les enseignants. Les publications de l'*Alliance* sont largement utilisées ; l'association étend donc la diffusion de sa revue. Pour réaliser des exposés tels que « l'immigration italienne », « la dénatalité chez les Blancs », la revue fournit les principaux documents. Des données locales sont aussi exploitées pour des exposés sur « le dépeuplement des vallées de la Savoie » ou « l'émigration dans les Pyrénées ». Grâce aux archives communales, le directeur d'une école rurale fait représenter par ses élèves le mouvement de la population locale depuis un siècle et le fait diffuser dans les familles de la commune (*Alliance*, janvier 1930).

Auprès des filles, « *il est peu question de démographie* ». Une directrice de lycée prétend qu'« *il est délicat d'évoquer devant des jeunes filles les théories malthusiennes* », aussi préfère-t-elle « *éveiller chez elles l'amour des enfants* » (*Alliance*, décembre 1929). C'est essentiellement sur la puériculture et l'hygiène que s'appuie l'enseignement nataliste et familial en direction des filles. Tout en respectant la stricte répartition sexuée des tâches domestiques, il y a là superposition de deux logiques : l'une liée à la volonté de réduire la mortalité infantile soutenue par les hygiénistes, l'autre liée à l'impératif nataliste. Plus que des cours théoriques, on privilégie les visites d'œuvres (pouponnières, maisons maternelles, maternité) qui doivent éveiller le sentiment maternel de ces demoiselles (De Luca, Rollet, 1999). Mais l'inculcation des valeurs familiales n'est pas pour autant négligée avec l'étude de textes sur la famille (*Alliance*, février 1930).

Dans les classes de filles comme dans celles de garçons, les instituteurs n'ont probablement pas attendu l'*Alliance* pour insister sur l'importance de la famille. Mais ce qui est nouveau, c'est que leurs leçons s'inscrivent dans une perspective nataliste : la famille ne relève pas seulement l'individu, elle est maintenant l'avenir de la nation, la garantie de sa puissance et de son invulnérabilité. Ce qui change aussi c'est que cette action est désormais valorisée ce qui peut stimuler le zèle de certains enseignants qui, motivés par leur inspecteur, voient là l'occasion d'être remarqués.

Les années trente voient se poursuivre la propagande à l'école avec les mêmes acteurs tandis que d'autres militants s'orientent vers l'armée – nous y viendrons. Dans le *Manuel général de l'Instruction Primaire*, un hebdomadaire destiné aux enseignants (60.000 sont

abonnés à la revue), Paul Haury multiplie les exposés. Le 26 décembre 1931, une carte fait la couverture : « 44 départements sont moins peuplés qu'ils ne l'étaient il y a cinq ans ». Le 14 février 1932, une autre carte est à la une « Les nations qui grandissent... et les autres ». La même année, la direction du *Manuel* demande à l'association de concrétiser, en ce qui concerne l'école, les prévisions démographiques qu'Alfred Sauvy a fait pour le compte de l'association. S'appuyant sur les hypothèses imposées par ses commanditaires, il montre à terme le vieillissement de la population (Rosental, 2003, p. 121). Ce qui explique le titre du numéro du 16 juillet 1932 du *Manuel* : « Vers l'école déserte ? » qui doit interpeller les enseignants. Les envois de brochures telle que « La race blanche en danger de mort » (Boverat) aux recteurs, inspecteurs d'académie et proviseurs se poursuivent de sorte que rares sont les années où rien n'est diffusé auprès de ces professionnels. En 1935, dans la nouvelle édition du manuel de géographie de Gallouedec et Maurette destinés aux élèves des écoles normales, le chapitre sur la natalité et la population est illustré de graphiques établis par l'*Alliance* (*Géographie générale*, 1935). Ces textes visent, par leur permanence, à imprégner de façon constante les réflexions des enseignants et à maintenir sous contrôle les usages qu'ils pourraient faire des outils démographiques.

Pourtant, en dépit de exemples cités qui montrent la perméabilité de certains fonctionnaires de l'Instruction publique au natalisme, des propos d'administrateurs de l'*Alliance* montrent qu'ils sont relativement insatisfaits sans toutefois le signaler ouvertement dans la revue qui doit attester des performances de l'association. En 1938, dans un rapport remis au Président du conseil, Boverat estime indispensable « que tous les manuels de géographie et non pas seulement quelques-uns d'entre eux comme à l'heure actuelle exposent la situation démographique réelle de la France et que les manuels d'histoire précisent la véritable révolution démographique qui s'est produite depuis un siècle et ses conséquences dans le domaine social et dans celui de la politique extérieure. Tous les professeurs, tous les instituteurs devraient recevoir des brochures analogues à celles qui ont été envoyées à une partie d'entre eux par l'*Alliance nationale contre la dépopulation* et ces brochures devraient porter l'estampille du gouvernement qui leur donnerait une autorité considérablement accrue : à l'heure actuelle une grande partie des éducateurs ignorent encore les éléments principaux du problème de la population et la gravité du danger que constitue la dénatalité » (AN F 60 607). A la fin de la décennie 1930, si les actions menées par l'*Alliance* ne peuvent être tenues pour négligeables, leurs résultats sont loin d'être à la hauteur de ses espérances. Car pour les natalistes, il y a urgence d'autant que la marche vers la guerre ne fait plus de doute. La natalité devrait se redresser dès à présent, ce qui n'est pas le cas. En 1914, le taux de natalité s'élevait à 18.1 p.m, en 1920, le taux de natalité il grimpe à 20.7 en raison du rattrapage des mariages et des naissances retardées par la guerre, en 1938, il est de 14.6 p.m. La propagande active à l'origine de mesures de soutien à la natalité est restée sans effet sur les pratiques intimes et, celle de climat mise en place s'adressant aux plus jeunes ne peut avoir pour conséquence (si elle en a une) qu'une action différée lorsqu'ils atteindront l'âge adulte. L'*Alliance* doit intensifier son action.

IV – DE NOUVELLES APPROCHES DE LA QUESTION DEMOGRAPHIQUE

La propagande va prendre progressivement un nouveau tournant. En effet, la notion de génération déjà perçue par les démographes et mise en graphique par Wilhem Lexis en 1875 pour figurer les passages possibles entre l'analyse transversale et l'analyse longitudinale est accaparée par les militants (Dupâquier, 1985). Prise dans son sens commun mais aussi dans celui de l'analyse démographique, elle va justifier la mise en place d'une action éducative à l'armée et expliquer le contenu des tracts diffusés à partir du début des années 1930 tant dans les casernes qu'à l'école.

« De ces générations sortiront les travailleurs d'abord puis toute la catégorie des dirigeants, depuis les contremaîtres, les sous-officiers jusqu'à ceux qui deviendront ingénieurs, médecins, éducateurs, officiers, maires, parlementaires. Eh bien ! n'auront-ils pas une mentalité tout autre que celle de la génération précédente à qui l'on a rien appris de la question démographique ? Lorsqu'ils auront chacun dans leur sphère, des ordres à donner, des lois à voter, des mesures à prendre, ne leur viendra-t-il pas naturellement à l'esprit de prendre en considération l'intérêt de la famille ou les charges de famille ? » (Lefebvre-Dibon XIVe Congrès, Dijon, 1932).

La propagande s'inscrit désormais dans une perspective générationnelle et explique l'action dans les casernes après les écoles où l'on retrouve – en partie - les même jeunes gens qui auront tout au long de leurs années de formation été éduqués et informés des conséquences pour la Nation et la morale de leurs actes les plus intimes à travers l'exposé et surtout le commentaire des évolutions de la nuptialité et de la natalité.

Ce moment - décisif parce qu'il modifie les arguments que les militants mobilisent - coïncide avec celui où les administrateurs de l'*Alliance*, dont beaucoup sont membres depuis de nombreuses années, s'interrogent sur le renouvellement et le rajeunissement de leurs effectifs. Cette question de la jeunesse des troupes militantes apparaît sensible au moment où les familiaux s'interrogent aussi sur l'opportunité d'admettre dans leur rang, jusque-là réservés aux pères de familles nombreuses, des jeunes couples soucieux de fonder une grande famille. Car en moyenne les pères de familles nombreuses sont âgés. En 1934, au congrès de la Natalité, le mouvement est traversé par deux préoccupations : *« assurer la relève parmi les membres et les dirigeants des groupements des familles nombreuses en associant à leur action celle des jeunes ménages [...] et l'autre, plus angoissante d'assurer la relève de l'ensemble des générations vieillissantes »* (Haury, XVe Congrès, Mulhouse, 1934). En effet, une autre question se pose : celle du vieillissement de la population.

A partir de 1934 surtout, l'*Alliance* s'intéresse à la composition par âge de la population. Pourtant, depuis quelques années, les réflexions sur la proportion et la place des plus âgés sont plus nombreuses. En 1923, au congrès de la Natalité, Jean Théodore, chef du service de la documentation de l'*Alliance* évoque *« l'influence de la proportion de vieillards sur le taux de la natalité et de la mortalité »* (Ve Congrès, Marseille 1923). La notion même de vieillissement de la population se diffuse. Après Michel Huber de la Statistique Générale de la France qui utilise en 1931 l'expression de « vieillissement de la population », Fernand Boverat l'utilise à son tour dans un de ses livres *L'effondrement de la natalité et la péréquation des ressources aux charges de famille* en 1934. Mais, comme le note Patrice Bourdelais, *« sa diffusion dans un public large s'avère plus lente »* (Bourdelaïs, 1997, p. 126-130 notamment). Pourtant dès la fin de l'année 1934, l'*Alliance* entreprend d'introduire plus systématiquement cet argument dans sa propagande. Car s'adressant aux jeunes gens, elle présente les dangers d'une population âgée, sénile, hostile au changement et à la jeunesse. Cet argument fort qui permet de mettre en concurrence deux classes d'âges vise à séduire les

jeunes gens réputés en opposition avec leurs aînés (Thiercé, 2000). En outre, l'analyse de la composition par âge permet de critiquer des indicateurs simples tels que les taux de natalité et de mortalité sur-utilisés jusque là par les natalistes comme par les hygiénistes et qui masquent des effets de structure. Ce faisant, elle rend possible la critique des propositions des milieux hygiénistes qui déplorent le niveau du taux de mortalité et militent pour sa réduction sur laquelle devrait se concentrer les efforts. Etudiant la composition par âge, les natalistes montrent que si le taux de mortalité est élevé c'est parce que la population est âgée en moyenne. Pour diminuer le taux, il suffirait de la rajeunir grâce à des naissances plus nombreuses. L'usage et la diffusion de la composition par âge de la population sont donc doublement stratégiques. « *Il faut compléter aujourd'hui l'enseignement démographique qui, à tous les degrés présente une lacune essentielle : il n'y est pas question de la composition par âge de la population. On n'y fait état que des taux bruts de natalité – et on sait combien ils sont peu probants – ou des excédents des naissances sur les décès qui donnent souvent des impressions très fausses sur la vitalité des divers pays* » (Alliance, novembre 1934). Pour remédier à cette lacune, Boverat et Haury rédigent une notice illustrée de pyramides figurant la composition par âge de la population destinée aux cours d'Histoire et de Géographie des classes de seconde de Philosophie et Mathématiques. Le ministre de l'Instruction publique approuve la diffusion de ce document. Tous les recteurs, inspecteurs d'académie, inspecteurs primaires, proviseurs, professeurs d'Histoire et de Géographie la reçoivent accompagnée d'une lettre du ministre insistant sur l'utilité de la représentation de la composition par âge d'une population. La pyramide comme représentation des effectifs par sexe, âge (et génération) est créée par un intendant du recensement américain en 1870. Développée et présentée lors de l'Exposition universelle de Paris en 1878, elle se diffuse assez rapidement dans les travaux des spécialistes (Dûpaquier, 1985). En 1935, elle entre à l'école par l'intermédiaire de l'Histoire et de la Géographie. En janvier de cette année, un recteur écrit que la pyramide des âges est « *parlante et presque effrayante. Il n'est que temps d'attirer la jeunesse sur ces graves problèmes* » (Alliance, janvier 1935). La pyramide est aussi sur les écrans de cinéma : un nouveau film de propagande *Le danger de la dépopulation* est réalisé en dessins animés. D'une durée de 20 minutes, il est destiné à être commenté : « *Le passage sur la pyramide des âges a demandé un travail considérable mais nous sommes arrivés à montrer comment une pyramide des âges se constitue et se maintient dans un pays à natalité normale et comment elle se déforme dans un pays où la natalité devient insuffisante pour comprendre finalement plus de vieillards que d'enfants* » (Alliance, juin 1935).

Une fois la pyramide plus largement diffusée, Fernand Boverat tente d'introduire à l'école un nouvel indicateur, le taux de reproduction « *comme critère de la vitalité des nations* » (Alliance, juillet 1937 ; Le Bras, 1981). L'indicateur combine étude de la fécondité et mortalité pour rendre compte de la « *productivité nette des mariages* ». Jacques Bertillon avait eu l'intuition de cet indice mais il fallut attendre l'Italien Corrado Gini pour voir apparaître la notion de remplacement en 1912 (Dupâquier, 1985). Affiné dans l'entre-deux-guerres, il est accaparé par les militants de l'*Alliance* parce que plus qu'un taux cet indicateur peut évoquer la « *dépopulation* » s'il « *montre* » que les générations ne se renouvellent pas en nombre équivalent. Ils obtiennent du ministre Jean Zay la circulaire suivante :

« *La chute de la natalité coïncidant avec l'augmentation (d'ailleurs très heureuse) de la longévité produit un déséquilibre grandissant entre le nombre des jeunes qui seront les travailleurs et les contribuables de demain et le nombre des vieux qui sont en proportion croissante des pensionnés ou des assistés [...]. La gravité du péril du dépeuplement a été cachée trop longtemps par l'utilisation pour mesurer la vitalité des groupements humains de critères insuffisants : les taux bruts de natalité et de mortalité, qui ne tiennent aucun compte de la composition par âge de la population. C'est pourquoi la démographie*

moderne a substitué à ces taux, le taux de reproduction (ou de remplacement) qui indique combien de filles 1000 femmes mettent au monde pour les remplacer à la génération suivante » (circulaire, 1^{er} juillet 1937).

Mais l'année suivante, Boverat se plaint au président du conseil que la plupart des intéressés n'ont pas pris connaissance de la circulaire (AN F60 606). Afin de faciliter l'introduction de la notion de vieillissement et de remplacement des générations, le numéro 11 de *Natalité*, le quatre pages de l'*Alliance*, largement distribué, porte exclusivement sur ces questions.

La diffusion de ces notions sera également facilitée par l'édition de ce que les militants considèrent comme le premier traité de démographie en 1937. Jusqu'alors les ouvrages cités en référence sont ceux de Levasseur (*La population française*, 1890), de Jacques Bertillon (*La dépopulation de la France*, 1911) et de Landry (*La révolution démographique*, 1934). Le 8 janvier 1936, le Conseil supérieur de la Natalité émet le vœu que « *soit rédigé et publié par une personne particulièrement compétente un traité pratique de démographie française* » (CSN, 1936). Sa rédaction est confiée à deux statisticiens de la S.G.F. Michel Huber directeur et Henri Bunle, chef du service démographie. Boverat est chargée de la partie « Conséquences de la dépopulation » (1937). L'ouvrage est « *à la fois un livre de vulgarisation mettant à la portée du public éclairé un domaine qui lui restait jusqu'ici fermé et une source de documentation, un instrument de travail infiniment précieux pour tout ceux qui souhaitent étudier les problèmes démographiques* » (*Alliance*, Novembre 1937). Il introduit les nouveaux questionnements qui traversent le milieu des spécialistes. Par le biais de la propagande ces questions sortent du cercle des experts pour entrer sur la scène publique non pas pour y être débattues mais interprétés et assimilés.

V. LA PROPAGANDE DANS L'ARMÉE

A partir de 1928, l'*Alliance* se tourne vers l'armée pour encadrer les jeunes générations. En mars, son président, Paul Lefebvre-Dibon, est reçu par le ministre de la Guerre et celui de la Marine. Il leur soumet « *un plan détaillé d'une propagande nataliste* » susceptible d'être faite dans l'Armée et la Marine et offre le concours de l'association pour le mettre en oeuvre. Le plan d'action est aussitôt approuvé : le 5 novembre 1928, le ministre de la Guerre adresse aux commandants de corps d'armée une circulaire « *instituant officiellement dans l'armée française une propagande nataliste* ». Elle prescrit l'organisation dans les écoles et les corps de troupes de trois « causeries » annuelles sur les dangers de la dépopulation. La première doit être faite aux officiers ; les deux autres aux sous-officiers et soldats. A cette occasion, un tract et un fascicule énumérant les avantages réservés aux familles nombreuses sont distribués. Ce dernier document est encarté dans le livret individuel que le soldat reçoit à sa libération. Les causeries, les tracts sont organisés, élaborés et édités par l'*Alliance* à ses frais. En 1929, au congrès de la Natalité, Lefebvre-Dibon se réjouit : « *nous sommes dans la bonne voie [...] non seulement l'attention des écoliers, des collégiens et des étudiants est attirée aujourd'hui sur le péril que fait courir à la France la diminution du nombre de naissances mais encore chaque année 250.000 jeunes gens libérés du service savent au moment où ils songent à se créer un foyer que tout Français a le devoir de contribuer à la perpétuité de son pays comme il a le devoir de contribuer à sa défense* » (XI^e Congrès, Rennes, 1929). Dès le début de l'année 1929, l'*Alliance* envoie dans les casernes 25.000 conférences-types, 20.000 exemplaires du livre de Paul Hauray *Pour que la France vive*, 250.000 tracts illustrés intitulés *Vos anciens ont gagné la guerre... à vous d'assurer la paix* et autant de fascicules *Avantages réservés aux familles nombreuses*. Les envois se

poursuivent au même rythme en 1930. En 1931, pour appuyer conférences et causeries, l'*Alliance* doit fournir aux commandants de corps d'armée plus de 450.000 brochures. Des affiches sont apposées dans les salles de réunion de toutes les unités. Le cinéma fournit également un support pour cette information. En 1931, *La France en péril* expose « de manière saisissante par des dessins animés et des vues cinématographiques l'affaiblissement de notre natalité, le dépeuplement de certaines régions et l'afflux des étrangers » (*Alliance*, février 1931). Ce film est mis gratuitement à la disposition des autorités militaires pour être projeté et commenté. Un autre film suivra : *Natalité*.

La hiérarchie militaire a été, semble-t-il, facile à convaincre. Sans doute les démarches et les contacts du général Borie, directeur de l'*Alliance*, et du colonel Hémar⁵, un administrateur, ne sont-ils pas étrangers à l'accueil réservé aux propagandistes. Mais la rapidité de la concrétisation des efforts fournis souligne que la hiérarchie militaire était d'avance sensible aux « problèmes de la dénatalité ». Il est vrai que depuis la création de l'association, l'un des arguments forts pour alerter l'opinion publique est la baisse des effectifs de mobilisables. Des militaires hauts gradés sont d'ailleurs souvent présents lors des assemblées générales. Au cours des années 1930, l'*Alliance* s'introduit davantage encore dans les cercles militaires par le biais de causeries. Ainsi, le 24 mars 1938, Paul Haury présente devant le Collège des Hautes Etudes de la Défense nationale une conférence sur « le rôle du nombre dans la guerre moderne » (SHMAT 2 N 284 13) au cours de laquelle il développe la notion de « force agissante » utilisable en temps de guerre, c'est-à-dire les hommes âgés de 20 à 45 ans, introduisant dans ce cercle des réflexions sur le rapport des classes d'âges et le vieillissement de la population. En outre, les archives montrent le souci des cadres de l'armée de prendre en compte la situation familiale dans la situation réservée aux engagés (SHMAT 31 N 100 et 6 N 437). Les efforts des natalistes et familiaux ont donc porté leurs fruits dans cette sphère. Cependant, l'*Alliance* entend rendre son action plus visible et surtout permanente au-delà des contacts établis. Le général Borie obtient l'autorisation de mettre en place, à titre d'essai, dans trois régions militaires, des délégués de garnisons. Ceux-ci sont chargés d'organiser la propagande, de veiller à son exécution dans chaque garnison, de se tenir informés des mesures qui pourraient être utiles aux militaires chefs de famille et d'être en lien permanent avec l'*Alliance* qui les pilote. Quelques généraux rivalisent de zèle, prononcent des conférences, conseillent à leurs hommes la lecture de la revue de l'association. Dans ce cas de figure aussi, la hiérarchie a parfois montré l'exemple d'une action réputée utile et patriote. L'idée de contribuer par la propagande à la grandeur de la nation ne pouvait manquer d'interpeller des militaires habitués à ce type d'arguments.

Trente six officiers de l'active et de la réserve sont nommés délégués, tous pères de famille et acquis à la cause nataliste. Chacun se partagent 450.000 tracts et notices à distribuer. Les actions menées sont diverses. Comme pour les extraits qui concernent l'enseignement dans les écoles cités dans la revue, ceux-ci sont à considérer comme des exemples jugés significatifs par les militants même qui les jugent dignes d'être exposés. Dans les villes qui possèdent plusieurs unités militaires, le délégué fait lui-même des conférences aux recrues ou organise des causeries confiées à des sous-délégués dans chaque unité. La structuration de cette propagande est donc très forte ici avec la mise en place de véritables maillons qui relaient l'information. Pour louer des salles et y projeter les films de l'*Alliance*, certains obtiennent des subventions de ligues de familles nombreuses locales. En dehors des conférences, les délégués sont chargés de diffuser des informations, d'alimenter la bibliothèque des officiers et des sous-officiers de livres ou tracts soigneusement choisis et de placarder des affiches dans les lieux de passages. A Vincennes est mis en place un bureau de

⁵ En 1942, il rédige une brochure de 40 pages au titre explicite que nous avons repris « comment reconquérir le français à l'idée familiale ».

renseignement permanent sur les avantages réservés aux familles nombreuses. Leur mission est donc polymorphe. Mais la propagande nataliste et familiale dans l'armée va au-delà de l'action possible de ces quelques délégués. En effet, dans une région du midi, hors du champ officiel d'application de la propagande, un chef d'escadron de réserve organise une causerie devant des soldats qui vont être libérés. Il explique la dépopulation, commente les films de l'*Alliance*. Pour finir, il crée « *une ambiance gaie et fait exécuter des marches et morceaux entraînants* ». Il écrit à Lefebvre-Dibon « *les exclamations et les applaudissements répétés montraient mieux que tout l'effet produit sur l'ensemble et j'ai la conviction absolue que c'est du très bon grain de semé. Puisse-t-il germer en partie !* » (*Alliance*, avril 1933). Tous les ans, au cours d'un banquet offert par l'association, les délégués se rencontrent et écoutent la hiérarchie militaire féliciter leur zèle. Il y a là aussi à n'en pas douter, une valorisation de l'action menée, du dévouement mis dans la cause nationale qui ne peut manquer d'être favorable à leurs auteurs.

En juin 1933 c'est le temps des bilans : les généraux des régions pilotes envoient un rapport au ministre montrant l'intérêt de cette propagande et l'avantage qu'il y aurait à étendre cette action. En conséquence, le 1^{er} mai 1933 l'expérience est étendue aux autres régions qui devront nommer des délégués « *choisis parmi les officiers de réserve volontaires les plus qualifiés par leur connaissance démographiques, leur situation de famille* ». En outre, « *leur collaboration à cette propagande pourra être récompensée par des lettres de félicitations ou de citations au Journal Officiel* » (cité dans l'*Alliance*, juin 1933). 161 délégués se mobilisent dans toute la France pour éduquer et informer les jeunes recrues. Chacun reçoit un « *pack de brochures informatives* » qui comprend des tracts, notices, brochures, cartes, le livre *Pour que vive la France*, un modèle de conférence, des affiches à distribuer aux soldats ! Cette officialisation de la propagande nataliste dans toutes les casernes permet à l'*Alliance* d'étendre aussi son action aux écoles militaires. En 1934, elle envoie aux écoles de Saint-Cyr, Saint Maixent, à l'école Polytechnique son « *bagage du propagandiste* ». A la suite de la distribution des brochures, 169 élèves de Saint-Cyr adhèrent à l'association. Jusqu'en 1939, la propagande se poursuit.

Ici encore, comme pour les inspecteurs d'académie, le fait même que la hiérarchie se soit montrée engagée, au moins en paroles sinon en actes, dans la lutte contre la dénatalité et pour le soutien aux familles nombreuses a incité les personnels à suivre la démarche proposée en tant qu'elle rendait compte de leur investissement, de l'adhésion qu'ils manifestaient aux desiderata de leurs supérieurs. Ces maillons ne font que relayer sur le terrain le soutien affirmé observé dans les sphères plus hautes, se pliant aux ordres avec zèle. En ce sens, la propagande active qui visait les sphères dirigeantes a été complémentaire de celle de climat, offrant des cadres déjà imprégnés de l'idéologie nataliste pour mener une action qui nécessitait au moins leur soutien de principe et au mieux leur investissement.

A l'école et dans les casernes, on constate que les « *façons de faire* » de la propagande sont caractéristiques de la période : multiplicité de supports, diffusion méthodique des outils éducatifs. L'idée de propagande est alors liée à l'idée d'éducation : il faut apprendre et faire apprendre, inculquer de nouveaux comportements. En matière d'éducation à la santé par l'exemple les méthodes utilisées pour convaincre sont identiques. Il n'y a pas, du point de vue des méthodes et des supports de spécificité de la propagande nataliste et familiale. A l'école, les élèves sont informés des risques de l'alcool (Fillaut, 1998, Fillaut et al., 2000). L'hygiène qu'on a tenté d'enseigner sur les bancs de l'école a fait l'objet de manuels (Rollet 1993, 2000). Il s'agit d'une éducation qui cherche à convaincre en s'appuyant sur des acquis scientifiques qu'elle contribue à diffuser mais chargée d'idéologie.

Ainsi, en 1939, au moment de la mise en place du Code de la famille, ce sont les deux conceptions de l'enseignement nataliste et familial qui ont coexisté au sein de l'*Alliance* qui ont été retenues. L'une vise à introduire la morale familiale dans toutes les disciplines en s'appuyant sur des indicateurs relatifs à la population sans que ceux-ci soient explicités notamment dans l'enseignement primaire. Elle est caractéristique de l'action menée dans les années 1920 et de la volonté de créer « un climat familial » et est surtout représentée par Haury. L'autre, portée par Boverat vise à présenter des outils de la démographie censés porter en eux-mêmes l'évidence des tendances de la population donc de la nation. Leur traduction impose des actions à entreprendre. C'est essentiellement en Histoire et Géographie qu'ils sont présentés. Cette approche s'est manifestée surtout à partir des années 1930 avec le développement d'indicateurs et graphiques jugés « parlants » et est plutôt destinée aux élèves du secondaire. Les deux positions ne sont pas exclusives. Il ne semble pas qu'il y a concurrence entre les deux hommes convaincus sans doute de défendre une même cause. Les deux font un usage des outils à des fins de propagande mais leurs approches se distinguent par la place qu'elles assignent à la présentation des outils.

A la Libération, le ministre de l'Education nationale demande dans sa circulaire du 16 novembre 1944 aux recteurs et aux inspecteurs d'académie de « *veiller à ce que l'enseignement démographique soit fidèlement organisé selon le modèle posé* » en se référant à l'arrêté du 6 avril 1943 qui prescrivait « *l'enseignement des problèmes démographiques, tant sous leur aspect statistique que dans leurs rapports avec les questions morales et familiales* ». Le modèle de l'article 142 du Code de la Famille était donc repris, avalisé par Vichy. Du côté des casernes, les ministres de la Marine et de la Guerre acceptent de reprendre les conférences d'enseignement nataliste et familial. Le nouveau gouvernement ne remet pas en cause ces acquis. On retrouve les mêmes acteurs qui veillent à alimenter les enseignants et les officiers de brochures informatives et surtout de manuels. Si la Libération n'a pas marqué de changement brutal dans la propagande menée c'est en raison du consensus autour de l'idée de « climat » à mettre en place (carton F 17 14300).

La propagande fut donc méthodique, massive, usant d'outils variés et modernes. A défaut de pouvoir savoir si elle fut efficace et engendra des comportements en adéquation avec la conscience que chacun devait avoir, aux yeux des propagandistes, des questions de population, on peut s'interroger sur les connaissances acquises en matière de démographie⁶. Car comme le note Paul André Rosental, « *la sensibilité à la chose démographique [est] une exception française* » que la longue histoire de la propagande à l'école et dans les casernes pourrait en partie expliquer (Rosental, 2003, p. 9). En novembre 1947, l'INED effectue une enquête « *pour prendre une mesure aussi exacte que possible du niveau d'information du public en matière démographique* » (Brésard, 1948). Les questions posées aux adultes (dont les écoliers et recrues de l'entre-deux-guerres) sont d'ordre divers : nombre d'habitants, évolution et composition de la population, nombre d'étrangers... Les réponses permettent de conclure que 17% des Français sont bien informés, 49% le sont peu et 34% le sont mal. Sur les aspirations du public en matière démographique, 73% des personnes interrogées désirent que la population augmente, 38% d'entre eux justifient ce désir « *par des questions de prestige national et de patriotisme* » ; la crainte de manquer de nourriture explique que 22% des enquêtés souhaitent que la population reste stationnaire. Pour que la population s'accroisse, 80% des interrogés souhaitent une hausse des naissances ; seuls 2% évoquent l'immigration. Quoi qu'il en soit, bien ou mal informés, la plupart des personnes interrogées se piquent peu ou prou de démographie et formulent une opinion sur les questions de

⁶ Le seul fait que les « générations » concernées par cette propagande à l'école et dans les casernes soient celles à l'origine du baby-boom ne saurait être suffisant pour affirmer qu'elle fut efficace.

population. Sans nul doute, la propagande sans relâche des natalistes a contribué à cette imprégnation de la population des faits démographiques.

SOURCES CITEES

Archives nationales (AN)

Présidence du conseil

F60 499 Démographie, Natalité

F 60606 Natalité, Alliance nationale

F 60 607 Familles nombreuses : textes officiels, correspondance, requêtes, 1935-1946

Versement du ministère de l'instruction publique

F 17 13658 Vœux présentés au Conseil supérieur de l'Instruction publique et des Beaux Arts

F 17 13668-13669 P.V. des séances de la commission permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique..., 1921-1929

F 17 13670-13671 Projets, rapports du Conseil supérieur de l'Instruction publique..., 1913-1940

F 17 13949 Réformes et programmes 1920-1923

F 17 13950 Horaires et programmes 1922-1948

F 17 14300 Rapports des inspecteurs d'académie 1943-1944, Conférences pédagogiques

Service historique du ministère de l'Armée de Terre, Vincennes (SHMAT)

Natalité : 2 N 192-3 ; 2 N 192-4 ; 2 N 192-5

Natalité et Familles nombreuses : 2 N 284-4 ; 2 N 284-13

Familles nombreuses : 6 N 437-5

Aide sociale : 31 N 100-2 ; 31 N 100-3

Sources imprimées citées

La revue de *Alliance nationale pour l'accroissement de la population française*, 1920-1939.

Les congrès de la Natalité annuels depuis 1919 jusqu'en 1938. Les années mentionnées dans le texte sont les années de tenue du congrès. **Ils sont publiés l'année suivante, le plus souvent par le Comité permanent de la Natalité.**

Des bulletins d'associations de familles nombreuses telles *La plus Grande Famille, Pour la Vie*, 1920-1939.

Les comptes rendus de séances du Conseil supérieur de la Natalité (CSN).

BOVERAT Fernand, 1933, 1ère éd., *La race blanche en danger de mort*, Paris, Editions de l'Alliance nationale, 40 p.

- 1934, *L'effondrement de la natalité et la péréquation des ressources aux charges de famille*, Paris, Alliance nationale contre la dépopulation, 85 p.

BRESARD Marcel, 1948, « Enquête sur l'information du public en matière démographique », *Population*, 2, avril-juin p. 367-370.

GALLOUEDEC Louis, MAURETTE Fernand, 1935, *Géographie générale*, Paris, Brodart et Taupin, 2 t., 736 p et 579 p.

HALDEN Charles Ab der, *Leçons de morale (programmes de première année)*, Paris, Armand Colin, 216 p.

HAURY Paul, 1923, *La Vie ou la mort de la France*. Brochure classée première (prix de 50000 francs) au concours pour le prix Michelin de la natalité ; Paris, Vuibert, 32 p.

- 1927, *Pour que vive la France, Eléments d'un enseignement nataliste et familial*. Paris, éditions de l'Alliance nationale, 225 p.

HUBER Michel, BUNLE Henri, BOVERAT Fernand, 1937, *La population de la France, son évolution et ses perspectives*, Paris, Hachette, 366 p.

MALET Albert, ISAAC Jules, 1922, *Cours d'abrégé d'histoire. Ecoles primaires supérieures, Cours complémentaires, Préparation au brevet*, Paris, Hachette, 320 p.

REFERENCES CITEES :

BACCAINI Brigitte, GANI Léon, 2002, *La population en question. Une enquête sur les connaissances et les interprétations socioéconomiques des élèves de terminale*, Paris, PUF/INED, 254 p.

BOURDELAIS Patrice, 1997, *L'âge de la vieillesse. Histoire du vieillissement de la population*, Paris, Odile Jacob, 500 p.

CHAUVIÈRE Michel, 1992, « L'expert et les propagandistes. Alfred Sauvy et le Code de la famille de 1939 », *Population*, 6, p. 1441-1452.

CHAUVIÈRE Michel, BUSSAT Virginie, (2000), *Famille et codification. Le périmètre du familial dans la production des normes*, Paris, la documentation française.

CIBOIS Philippe, 1982, « Le natalisme national », *Esprit*, 10, octobre, p. 76-96.

DE LUCA Virginie, ROLLET Catherine, 1999, *La pouponnière de Porchefontaine, l'expérience d'une institution sanitaire et sociale*, Paris, L'Harmattan, 213 p.

DE LUCA Virginie, 2001, « Les femmes et les enfants aussi ou le droit d'être représenté par le vote familial », *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, décembre, 140, p. 51-57.

- 2002, *Aux origines de l'Etat providence. Les inspecteurs de l'Assistance publique et l'aide sociale à l'enfance*, Paris, INED, 368 p.

- 2004, « Auguste Isaac parmi les familiaux et les natalistes dans l'entre-deux guerres », *Patronat, bourgeoisie, catholicisme et libéralisme. Autour du journal d'Auguste Isaac*, textes édités par Hervé Joly, LARHA, Cahiers du Centre Pierre Léon, n°5.

- 2004, « Crises démographiques et politiques de la famille : vers une internationale des pères de familles nombreuses (1928-1937) », in *Le siècle des guerres. Penser les guerres du premier XXe siècle*, Causarano P. et alii, Paris, Editions de l'Atelier.

- 2005, « La fête des mères dans la première moitié du XXe siècle : la fabrique des mères méritantes », *Histoire & Sociétés*, mai-juin, à paraître.

DUPAQUIER Jacques et Michel, 1985, *Histoire de la démographie*, Paris, Perrin, 462 p.

ELLUL Jacques, 1990, *Propagandes*, Paris, Economica, 361 p.

FILLAUT Thierry, NAHOUM-GRAPPE Véronique, TSIKOUNAS Myriam, 2000, *Histoire et Alcool*, Paris, L'Harmattan, 224 p.

FILLAUT Thierry, 1998, *L'alcool voilà l'ennemi !*, Paris, ENSP, 100 p.

GANI Léon, 1993, « Démographie, éducation, opinion publique », *Population et sociétés*, mars, 4 p.

LE BRAS Hervé, 1981, « Histoire secrète de la fécondité », *Le Débat*, p. 77-101.

LE NAOUR Jean-Yves, 2005, *La famille doit voter. Le suffrage familial contre le vote individuel*, Paris, Hachette, 266 p.

LENOIR Rémi, 2003, *Généalogie de la morale familiale*, Paris, Seuil, 587 p.

ROLLET Catherine, 1990, *La politique à l'égard de la petite enfance*, Paris, PUF/INED, 690 p.

- 1993, « Education et démographie : réflexions sur l'expérience française d'éducation des mères et des jeunes filles aux XIXe-XXe siècles », in *Population et éducation, les influences réciproques*, Paris, Travaux et recherches de l'IDUP, n°6, p. 147-158.

- 2000, « L'educazione sanitaria vista dai medici : pratiche e poste in gioco », in *Salute et malattia fra 800 e 900 in Sardegna e nei paesi dell'europa mediterranea*, Sassari, Editrice Democratica Sarda, p. 359-377.

- 2001, « Ligue contre la mortalité infantile et Alliance nationale pour l'accroissement de la population française : deux familles de pensée et d'action ? », *Famille, parenté et réseaux en Occident*, Mélanges offerts à Alfred Perrenoud, Genève, Société d'Histoire et d'Archéologie, p. 135-150.

ROSENTAL Paul-André, 2003, *L'intelligence démographique. Sciences et politiques de populations en France (1930-1960)*, Paris, Odile Jacob, 368 p.

TALMY Robert, 1962, *Histoire du mouvement familial en France (1896-1939)*, 2 vol., Paris, Uncaf.

THEBAUD Françoise, 1985, « Le mouvement nataliste dans la France de l'Entre-deux-guerres : l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 32,2, p. 276-301.

THIERCE Agnès, 2000, *Histoire de l'adolescence, 1850-1914*, Paris, Belin, 329 p.